



**Syndicat Départemental de l'Education Nationale des Bouches du Rhône**  
**23 Bd Charles Nédelec -13003 Marseille**  
**Tél. 04 91 62 74 30**  
[sdencgt13@wanadoo.fr](mailto:sdencgt13@wanadoo.fr)

**Communiqué de la CGT Educ'Action 13 :**

**« Rentrée chaude » dans les établissements marseillais :  
des moyens pour l'Education prioritaire !**

**A plusieurs reprises au cours du mois écoulé depuis la rentrée des personnels de l'éducation ont été affectés par des violences graves dans ou aux abords d'établissements marseillais.**

Cela a d'abord été le cas au LP Ampère (Marseille 9), où une surveillante a été agressée au portail par le frère d'un élève. Cela a également été le cas au LP C. Jullian (Marseille 10) où un conseiller principal d'éducation a été brutalement molesté par un élève. Cela a encore été le cas plus récemment pour une enseignante du LP La Viste (Marseille 15) agressée verbalement et physiquement par un jeune inconnu aux abords de son établissement. Enfin, cela a été le cas à deux reprises vendredi 28 septembre. D'une part au LP Le Chatelier (Marseille 3) où un élève a agressé verbalement un agent d'accueil puis a tenté d'infliger une gifle à un enseignant qui s'interposait. D'autre part au LP Colbert (Marseille 7) où une professeur a été bousculée violemment alors qu'elle s'interposait dans une bagarre entre élèves, puis où une surveillante a été frappée alors qu'elle intervenait. Dans le chahut général qui a été provoqué, une professeur s'est également fait voler son sac.

Ces éléments, qui sont ceux dont nous avons eu connaissance, ne constituent peut être pas un tableau exhaustif. Mais ils témoignent suffisamment aux yeux de la CGT Educ'Action des Bouches du Rhône d'une situation de violence qui est extrêmement

inquiétante et qui est notamment la conséquence d'une situation sociale générale gravement détériorée à Marseille et dans le département. Situation qui affecte nos établissements et les personnels qui y travaillent.

**En premier lieu, la CGT-Educ'action 13 tient à exprimer son soutien à l'ensemble des collègues qui ont été victimes de ces situations. Elle est solidaire de tous les personnels qui agissent pour que de tels incidents cessent et contre leur banalisation.**

En outre, au moment où le recteur de l'Académie vient d'annoncer la suppression du « Dispositif de réussite scolaire en Lycée » et des quelques crédits qui y étaient associés, nous tenons à ré-affirmer que la dégradation sociale que nous constatons quotidiennement requiert dans les établissements et les quartiers où nous travaillons une politique ambitieuse d'éducation prioritaire. En aucun cas le dispositif (E)CLAIR, que le gouvernement semble vouloir maintenir, ou un classement « ambition réussite » de plus en plus dénué de contenu, ne sauraient en tenir lieu.

De même, la création annoncée par le ministre en cette rentrée des Assistants de Sécurité et de Prévention (26 pour l'académie d'Aix-Marseille) ne saurait être une réponse adéquate. On crée un nouveau statut précaire alors que ce sont des moyens pérennes en personnels de toutes catégories ( techniques et administratifs, de vie scolaire, sociaux et de santé, enseignants...), ainsi que des moyens pour le recrutement et la formation de ces personnels, qu'il faut investir durablement dans les établissements scolaires du premier comme du second degré. En tout premier lieu ceux qui accueillent les élèves les plus en détresse, qui concentrent les tensions de quartiers en très grande difficulté sociale.

**Si cela ne constitue pas une réponse en tant que telle à la situation sociale globale qui favorise la violence, et à la violence elle-même, du moins c'est la réponse politique qu'on se doit d'apporter sur le terrain de l'Education Nationale. La seule susceptible de contribuer à l'élévation du niveau de formation et de qualification des jeunes des quartiers populaires et de contribuer efficacement à ouvrir pour eux/elles une alternative au désœuvrement et à la violence.**

***Le Bureau départemental de la CGT Educ'Action 13, Mardi 2 octobre 2012***